

Cameroun: Que vous inspire la valse des nominations des dirigeants des sociétés d'Etat en charge du

Contributed by Administrator
Thursday, 24 May 2012

Le Chef de l'Etat a manifestement fait du problème du logement social au Cameroun une des priorités du nouveau septennat, comme en témoigne la série de nominations depuis trois mois, de nouveaux responsables des structures en charge de l'habitat.

Tous ceux qui ont eu le temps de suivre et de discuter savent bien mon avis au sujet de l'habitat et du «logement social» au Cameroun. En effet tant que la «question du logement social» sera de façon récurrente à l'ordre du jour sans que jamais soient remis en question les rapports de production dont elle est directement le produit, tout effort quel qu'il soit sera vain, ceci dans la mesure où la production des logements, comme celle de n'importe quelle autre marchandise dans le système d'économie libérale, est soumise à la logique du profit.

Le retard que nous observons dans la réalisation des logements dits sociaux résulte donc de la mauvaise définition du problème à résoudre. Au Cameroun le déficit en logements «sociaux» est de l'ordre de 3 millions en incluant les mal-logés. Il faudrait ainsi envisager la construction de 150 000 logements de «cette catégorie» par an, pour ne pas voir s'aggraver de façon chronique le problème, et plus encore procéder des présents à la construction annuelle de près de 500 000 logements pour absorber la crise en fin de septennat. Or, depuis 1952, date de création des SIC, à peine 16000 logements abusivement dits «sociaux» ont été construits, soit à peine 260 logements en moyenne par an.

N'est-il pas temps que l'on se pose les vraies questions, car plus le temps passe plus les crises s'aggravent particulièrement celle du logement destinée aux ménages les plus précaires, et deviennent sources latentes d'explosions sociales. Actuellement, la majorité de la population urbaine est pauvre, démunie et ne peut ni se soigner, ni trouver du travail, ni manger à sa faim, ni se loger décemment, et l'Etat n'a pas les moyens suffisants pour réaliser des projets sociaux d'envergure. Or, il faut rapidement construire pour les plus défavorisés, les déshérités, dont le nombre ne cesse de croître et qui peuplent les «sous quartiers» de nos villes. Des solutions existent et nous pourront y revenir si le besoin se fait sentir. Il faut d'abord bien reconnaître et admettre que les logements en construction aujourd'hui dans le cadre de l'opération 10 000 logements ne sont nullement des logements «sociaux», et les bonnes intentions ne suffisent pas.

Ceux qui sont en charge de ce problème ne doivent pas ignorer que ces projets proposés ont un coût réel ; celui du foncier, des matériaux, de la main d'œuvre, des études qui fait que tout logement est ainsi un objet à valeur marchande. Il faut se rendre à l'évidence et voir que les logements actuellement en construction ne coûteront jamais moins de 25 millions de FCFA l'unité. Un camerounais avec un salaire minimum interprofessionnel garanti, de 30 000 FCFA devra payer ce logement durant près de 280 ans ; or des camerounais touchant le Smig peuvent être considérés dans notre pays, comme des privilégiés, et ils ne sont pas nombreux. Un médecin avec un salaire mensuel de 250 000 FCFA devra payer le même logement durant 35 longues années ;

A mon humble avis, seuls des états généraux de la profession du cadre bâti et de l'habitat avec la participation des architectes, des urbanistes, des ethnologues de l'habitat, de socio-économistes, tous ayant une expérience avérée dans le domaine du logement social, devra se pencher sur la redéfinition des différents aspects du problème ; à savoir : celui de la loi foncière actuelle, une loi fondamentalement antisociale et inadaptée pour une quelconque véritable politique sociale urbaine. Celui de la redéfinition des principaux concepts et de l'analyse du secteur de l'industrie de matériaux de construction aujourd'hui inexistante et finalement celui de la valorisation des matériaux et matériels produits localement mieux adaptés à nos modes de vie et certainement moins chers. Voilà quelques pistes à explorer nécessairement pour espérer.

Pr Yimgaing Moyo ThÃ©ophile

Architecte DPLG, Urbaniste IUP

PrÃ©sident de lâ€™Ordre National des Urbanistes du Cameroun,

Ancien PrÃ©sident de lâ€™Ordre National des Architectes du Cameroun

PrÃ©sident du MOCI